



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

- NUMERO 108 -

8 PAGES -

MERCREDI 4 MAI 1988 -

100 FRANCS -

GUERRE COLONIALE

INSURRECTION DE 1988

EDITORIAL

A compter de ce numéro 108 de BWE-NANDO nous reprenons une périodicité hebdomadaire de publication afin de mieux couvrir les évènements qui se succèdent rapidement en cette période de lutte intense du F.L.N.K.S. Ce numéro 108 sera limité à 8 pages aux prix de 100 F, mais nos abonnés ne seront pas lésés car nous prolongerons en conséquence la durée de leur abonnement.

Dans ces éditions spéciales nous publierons en priorité les communiqués et travaux du Bureau Politique du F.L.N.K.S., car ces documents officiels importants sont évidemment passés sous silence ou diffusés tronqués par les médias locaux RFO et Les Nouvelles.

Nous donnerons également des nouvelles du front.

Rappelons que le congrès de TIBARAMA et la convention de NEAOUA avaient décidé que le F.L.N.K.S. ferait échec au statut PONS. Les informations que nous publions démontrent que jusqu'à aujourd'hui le FLN a tenu ses engagements et tout laisse à penser qu'il les tiendra jusqu'au bout.

Dans ces pages vous trouverez :

- l'analyse des élections régionales du 24 avril 1988
- les divers communiqués du Bureau Politique jusqu'au 1er mai inclus
- une lettre adressée par le Bureau Politique à la communauté wallisienne
- un rapport du Comité de Lutte de CANALA.

RESULTAT GLOBAL.

Inscrits : 88 529

Votants : 50 138, soit 56,38 % de participation

Exprimés : 48 449, soit 54,98 % des inscrits

1° Nouméa et sa Banlieue.

Le poids de la colonisation de peuplement se situe au niveau de Nouméa et de sa banlieue. Les 4 communes représentées par : Nouméa, Mont-Dore, Païta et Dumbéa, comptant à elles seules : 47 403 inscrits, soit 53,5 % de l'électorat de l'ensemble du Territoire.

Ce chiffre se décompose de la façon suivante :

Non-Kanak : 42 916 inscrits

Kanak : 4 487 inscrits.

Le pointage des votants dans ces 4 communes fait apparaître un taux de participation de l'ordre de 15 % des Kanak ce qui, en déduction, nous permet de certifier que les non-Kanak inscrits dans ces communes ont voté à 86 %.

2° Aux Iles.

Aux Iles, où le nombre des inscrits Non-Kanak n'atteint pas 1 %, le taux de participation a été de 17 %. Il est bon de préciser que 47,2 % de cette participation ont été effectués par procuration.

3° Sur le reste du Territoire.

L'électorat sur le reste du Territoire se décompose ainsi :

	Inscrits	Votants	Tx de participation
NON-Kanak	10 395	8 940	86 %
Kanak	18 915	1 268	8,7 %
Total	29 310	10 208	

Taux de participation enregistré : 34 %

CONCLUSION

Les chiffres montrent que la participation à ces élections a été très importante à NOUMEA et sa banlieue, 80 % de l'ensemble des inscrits.

Quant à l'Intérieur et aux Iles, le taux de participation est inférieur à 30 %

- une très forte participation de non-Kanak 86 %

- Une très forte abstention du peuple Kanak 88 %

Il est à noter que le taux d'abstention du peuple Kanak n'avait jamais atteint ce stade et ceci malgré les efforts considérables de MM. PONS, CHIRAC et LAFLEUR, pour que le contraire se produise.

- quadrillage militaire.
- action psychologique et répressive.
- distribution de subventions.
- distribution de terres.
- campagne médiatrice soutenue.
- actions judiciaires (procès de TIENDANITE, radiations d'offices ou perte des droits civiques à plus de 3 000 Kanak)
- etc...

Quel crédit un gouvernement démocratique digne de ce nom peut-il accorder à un Congrès du Territoire où seules la Droite et l'Extrême droite sont représentées et dont la plupart des conseillers sont élus par une très faible minorité (ex : Iles Loyauté 17 % de participation, Côte-Est 24 % de participation).

Le résultat de ces élections régionales confirme la détermination du peuple Kanak et donne raison à la scène Régionale et internationale, tout particulièrement à l'ONU qui a réinscrit la NOUVELLE-CALEDONIE sur la liste des pays à décoloniser, tout en adjurant le Gouvernement français de faire le nécessaire.

Il est clair que MM. CHIRAC-PONS et LAFLEUR, symbolisant la collusion du GOUVERNEMENT CENTRAL et des GROS AFFAIRISTES LOCAUX, qui depuis 1986 avaient figé la situation, portent aujourd'hui à eux seuls la lourde responsabilité des évènements dramatiques que nous connaissons.

Ils furent les seuls à vouloir faire croire que le référendum-bidon du 13 septembre 1987, →

NOUVELLES DU FRONT

condamné d'ailleurs par la scène régionale et internationale du fait de la non-prise en compte du droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes (Résolution 1514 de la Charte des Nations-Unies), réglerait le problème calédonien.

Ils ont voulu, par cette stratégie, nier l'évolution logique de tout peuple colonisé et, de ce fait, ils se trouvent les seuls responsables de la dérive fasciste qui, sur le Territoire, a pris une ampleur considérable.

Le tandem LE PEN-CHIRAC relayé sur le Territoire par le duo PONS-LAFLEUR, pour raisons présidentielles dissimule la vérité et conduit le Territoire à l'aube d'une guerre de type colonial .

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S., réuni ce dimanche matin 24 avril 1988, récuse fermement la version des événements d'OUVEA présentée par le ministre des colonies Bernard PONS, ce qui s'est passé à OUVEA n'est pas une action isolée de quelques éléments extrémistes ou de terroristes incontrôlés. Il s'agit bien au contraire d'une action unitaire s'inscrivant dans le cadre de mise en échec, du statut PONS, décidé par le VIIe Congrès du F.L.N.K.S. à TIBARAMA.

La gravité des événements qui s'étendent sur l'ensemble de KANAKY est à la mesure des multiples provocations orchestrées par le Gouvernement CHIRAC-PONS, relayé par la bande de LAFLEUR et ses complices : militarisation et nomadisation, répression sauvage contre le Peuple Kanak, recolonisation des terres Kanak par l'ADRAF, acquittement des assassins de TIENDANITE et criminalisation des militants du F.L.N.K.S., organisation du référendum-bidon, imposition d'un statut rétrograde qui organise le génocide politique du Peuple Kanak.

Par ce choix délibéré de nier la revendication d'Indépendance du Peuple Kanak, PONS et ses valets locaux ont poussé à bout les Kanak et ne leur ont laissé aucune autre issue possible. Le F.L.N.K.S. déclare que PONS et LAFLEUR sont les seuls responsables d'une situation de crise qui découle directement de leur politique aveugle et irresponsable. Ils doivent en assumer aujourd'hui les conséquences.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. appelle le Peuple Kanak à renforcer sa mobilisation sur tout KANAKY.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S., déclare prendre acte des propos du ministre PONS qui s'est livré, lors de sa dernière conférence de presse, à une véritable déclaration de guerre contre le Peuple Kanak. Au cours de cette conférence, il a déclaré avoir donné l'ordre à son état-major d'ouvrir le feu contre la population Kanak. La conséquence a été immédiate, une adolescente Kanak a été abattue dans la cour de l'Ecole de CANALA par un véhicule de la gendarmerie qui arrosait aveuglément à la mitrailleuse tout le village.

- Le ministre a déclaré qu'il se refuserait à toutes négociations alors que les militants d'OUVEA ont démontré leur esprit d'ouverture en libérant 11 des gendarmes détenus.

- Ce qui s'est passé à CANALA donne une idée des méthodes que le ministre compte mettre en oeuvre pour "rétablir l'ordre" à OUVEA comme dans l'ensemble de KANAKY : la réplique de PONS consiste à assassiner même des femmes et des enfants Kanak. PONS prend la responsabilité de ses déclarations et des ordres qu'il donne à l'Armée Coloniale, mais ce n'est pas l'élimination

COMITE DE LUTTE DE CANALA (23h30)

au

Bureau Politique du F.L.N.K.S.

Le 27 avril 1988

RAPPORT

Nous essayerons de décrire ici, les faits et événements survenus chez nous depuis le 23 avril 1988. Tout ce qui s'est passé, tout ce qui se passe, tout ce qui se passera, est parce que nous refusons notre suppression, nous refusons la mort de notre Peuple au travers du statut PONS. Nous rapportons ces faits tels que nous les avons vécus, soit en tant qu'acteurs, soit en tant qu'agents.

SAMEDI 23 AVRIL : 7h30, Marc OIREMOIN (RPCR) arrive fier, à la tête d'un cortège de milices (4 voitures, dont celle d'Henri MORINI) et fait son entrée dans le village de CANALA pour s'installer à WARATA (à quelques centaines de mètres de la gendarmerie), propriété de M. Jacques YANNICK qui a pris contact avec nous pour nous affirmer qu'il n'était pas au courant que son chez lui était le refuge de la milice RPCR.

* Dans la soirée, Henri MORINI sur une route de la tribu de Mehoué du côté de l'habitation de Marc OIREMOIN.

* Dans la nuit, les barrages de Mérénemé, Nonhoué, Gélima sont érigés. La cantine de l'école publique prend feu. Alexis CACO, délégué U.C. au Comité Directeur est interpellé à son domicile après s'être fait éclater la porte de sa mai-

NOUVELLES DU FRONT

physique de femmes, d'enfants, ou de militants Kanak qui fera reculer la détermination du Peuple Kanak dans sa lutte de libération.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. réaffirmant que la situation actuelle est la conséquence de la politique de mépris et réactionnaire menée par le Gouvernement CHIRAC-PONS-LAFLEUR.

- Considérant que la réponse de CHIRAC et de PONS, à la détermination affichée par les militants de base du F.L.N.K.S., est une déclaration de guerre coloniale, avec notamment la décision de nommer le général des armées, chef des opérations de maintien de l'ordre à OUVEA, et celle de donner l'ordre aux forces de répression de tirer sur les Kanak :

- Demande aux militants du F.L.N.K.S. de maintenir la mobilisation sous les formes qu'ils ont décidées,

- Appelle à la vigilance et à la solidarité du Peuple Kanak.

Fait à Nouméa, le 25 avril 1988.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Quatre jours après le déclenchement des actions dont le principe avait été décidé en Congrès, pour la première fois le F.L.N.K.S. donne une conférence de presse pour informer les opinions nationales et internationales.

Depuis mars 1986, Bernard PONS, ministre des colonies du Gouvernement français a mis en place tous les ingrédients nécessaires au déclenchement d'une guerre coloniale :

- dispositifs militaires partout chez les Kanak,
- provocations incessantes des individus Kanak et de l'ensemble du Peuple Kanak.

Cette mise en place a provoqué l'organisation d'une résistance légitime du Peuple Kanak.

Aujourd'hui, pour des raisons électoralistes métropolitaines, Bernard PONS engage des opérations de guerre coloniale pour écraser cette résistance.

Depuis ces derniers jours, le Peuple Kanak intensifie sa résistance contre l'ordre colonial français sur tout le Territoire de KANAKY.

Malgré cela, PONS persiste à nier l'ampleur du soulèvement du Peuple Kanak organisé par le F.L.N.L.S.

A OUVEA, en libérant onze gendarmes détenus, les camarades faisaient geste d'ouverture, prouvant ainsi leur volonté de négocier sur les 3 points exposés. PONS répond à cette volonté de dialogue par des opérations de guerre coloniale contre l'ensemble de la population d'OUVEA comme ailleurs (saccages méthodiques des tribus, prise en otage des hommes de certaines tribus, regroupements de population comme en ALGERIE, etc...).

A CANALA, en application des ordres donnés par PONS, les forces de l'ordre tirent à vue sur les Kanak, une jeune fille a été tuée.

La décision prise d'évacuer la population européenne, alors qu'elle n'a jamais été la cible des actions de nos camarades, nous laisse penser que les forces armées se préparent à une action d'envergure contre les Kanak.

A SAINT-LOUIS, les C.R.S. qui interviennent en dehors de leur zone urbaine, défont les barrages d'autodéfense de la tribu, ouvrant ainsi le passage aux mili-

son et son véhicule ambulance.

DIMANCHE 24 AVRIL : Les barrages érigés sont renforcés. Aucune personne ne peut passer pour se rendre au bureau de vote. A la Mairie, des civils RPCR (Théodore MOUGHE, Pierre MALO) circulent en armes au milieu des mobiles autour de la Mairie. Un gendarme mobile est blessé devant la Mairie à l'intérieur de laquelle se trouvent le maire et quelques personnes. C'est la panique...

A la Crouen, un barrage est érigé en fin de matinée à la hauteur du nouveau pont. Durant la journée et la nuit, tirs à la mitrailleuse depuis la gendarmerie sur les collines et la plaine de la vallée,

Nous ne pouvons donner aucune explication quant au résultat du bureau de vote de KOUAOUA dans le sens où tout le nécessaire des bureaux de vote était encore à la Mairie de CANALA dimanche. Cette nuit de dimanche, opération de gendarmerie à notre magasin du village (ù-janyô), incendié par la suite. L'ex-propriété FERRE à NAKETY prend feu.

LUNDI 25 AVRIL : Barrages toujours en place. Pression maintenue, les militants LKS rejoignent le F.L.N.K.S. sur les barrages. En début d'après-midi, les VBRG sortent de la gendarmerie sans doute pour lever les barrages. A la hauteur du monument, ils aperçoivent des militants Kanak qui rentraient des barrages. Des coups de feu sont tirés du VBRG vers la mission catholique où les instituteurs se terrent (AKARO, MOILOU). Les indépendantistes ont pu éviter les rafales. A la mission, la jeune Julie AKA-RO accourt pour voir ce qui se passe. Elle se met juste sur l'esplanade de l'église, face vers le monument. Un tir volontaire venu du VBRG la touche. Nous disons que c'est un tir volontaire car il a fallu que la personne venue garder le curé de la

NOUVELLES DU FRONT

physique de femmes, d'enfants, ou de militants Kanak qui fera reculer la détermination du Peuple Kanak dans sa lutte de libération.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. réaffirmant que la situation actuelle est la conséquence de la politique de mépris et réactionnaire menée par le Gouvernement CHIRAC-PONS-LAFLEUR.

- Considérant que la réponse de CHIRAC et de PONS, à la détermination affichée par les militants de base du F.L.N.K.S., est une déclaration de guerre coloniale, avec notamment la décision de nommer le général des armées, chef des opérations de maintien de l'ordre à OUVEA, et celle de donner l'ordre aux forces de répression de tirer sur les Kanak :

- Demande aux militants du F.L.N.K.S. de maintenir la mobilisation sous les formes qu'ils ont décidées,

- Appelle à la vigilance et à la solidarité du Peuple Kanak.

Fait à Nouméa, le 25 avril 1988.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Quatre jours après le déclenchement des actions dont le principe avait été décidé en Congrès, pour la première fois le F.L.N.K.S. donne une conférence de presse pour informer les opinions nationales et internationales.

Depuis mars 1986, Bernard PONS, ministre des colonies du Gouvernement français a mis en place tous les ingrédients nécessaires au déclenchement d'une guerre coloniale :

- dispositifs militaires partout chez les Kanak,
- provocations incessantes des individus Kanak et de l'ensemble du Peuple Kanak.

Cette mise en place a provoqué l'organisation d'une résistance légitime du Peuple Kanak.

Aujourd'hui, pour des raisons électoralistes métropolitaines, Bernard PONS engage des opérations de guerre coloniale pour écraser cette résistance.

Depuis ces derniers jours, le Peuple Kanak intensifie sa résistance contre l'ordre colonial français sur tout le Territoire de KANAKY.

Malgré cela, PONS persiste à nier l'ampleur du soulèvement du Peuple Kanak organisé par le F.L.N.L.S.

A OUVEA, en libérant onze gendarmes détenus, les camarades faisaient geste d'ouverture, prouvant ainsi leur volonté de négocier sur les 3 points exposés. PONS répond à cette volonté de dialogue par des opérations de guerre coloniale contre l'ensemble de la population d'OUVEA comme ailleurs (saccages méthodiques des tribus, prise en otage des hommes de certaines tribus, regroupements de population comme en ALGERIE, etc...).

A CANALA, en application des ordres donnés par PONS, les forces de l'ordre tirent à vue sur les Kanak, une jeune fille a été tuée.

La décision prise d'évacuer la population européenne, alors qu'elle n'a jamais été la cible des actions de nos camarades, nous laisse penser que les forces armées se préparent à une action d'envergure contre les Kanak.

A SAINT-LOUIS, les C.R.S. qui interviennent en dehors de leur zone urbaine, défont les barrages d'autodéfense de la tribu, ouvrant ainsi le passage aux mili-

son et son véhicule ambulance.

DIMANCHE 24 AVRIL : Les barrages érigés sont renforcés. Aucune personne ne peut passer pour se rendre au bureau de vote. A la Mairie, des civils RPCR (Théodore MOUGHE, Pierre MALO) circulent en armes au milieu des mobiles autour de la Mairie. Un gendarme mobile est blessé devant la Mairie à l'intérieur de laquelle se trouvent le maire et quelques personnes. C'est la panique...

A la Crouen, un barrage est érigé en fin de matinée à la hauteur du nouveau pont. Durant la journée et la nuit, tirs à la mitrailleuse depuis la gendarmerie sur les collines et la plaine de la vallée,

Nous ne pouvons donner aucune explication quant au résultat du bureau de vote de KOUAOUA dans le sens où tout le nécessaire des bureaux de vote était encore à la Mairie de CANALA dimanche. Cette nuit de dimanche, opération de gendarmerie à notre magasin du village (ù-janyô), incendié par la suite. L'ex-propriété FERRE à NAKETY prend feu.

LUNDI 25 AVRIL : Barrages toujours en place. Pression maintenue, les militants LKS rejoignent le F.L.N.K.S. sur les barrages. En début d'après-midi, les VBRG sortent de la gendarmerie sans doute pour lever les barrages. A la hauteur du monument, ils aperçoivent des militants Kanak qui rentraient des barrages. Des coups de feu sont tirés du VBRG vers la mission catholique où les instituteurs se terrent (AKARO, MOILOU). Les indépendantistes ont pu éviter les rafales. A la mission, la jeune Julie AKA-RO accourt pour voir ce qui se passe. Elle se met juste sur l'esplanade de l'église, face vers le monument. Un tir volontaire venu du VBRG la touche. Nous disons que c'est un tir volontaire car il a fallu que la personne venue garder le curé de la

NOUVELLES DU FRONT

ces armées du R.P.C.R. pour qu'elles tirent sur les habitants. Nos militants ont, heureusement, riposté à ces agressions.

Les mesures d'exception, annoncées par le ministre Bernard PONS, ne peuvent être dissociées des tentatives du candidat CHIRAC d'engager tous les moyens pour aborder, dans les meilleures conditions possibles, le 2ème tour des Présidentielles. La majorité sort très affaiblie du 1er tour, et CHIRAC se retrouve aujourd'hui l'otage de LE PEN et du Front National. Placé au pied du mur, le Gouvernement CHIRAC se trouve dans l'obligation de flatter les sentiments sécuritaires de l'électorat du Front National, et la NOUVELLE-CALEDONIE devient de ce fait un enjeu capital dans la campagne du 2ème tour des élections.

Le voyage express de PONS en KANAKY, la dramatisation de sa mission, la fermeté du langage adopté par le ministre et l'amplification de la répression sur le terrain ne procèdent que de cette volonté de coupler la stratégie électorale de CHIRAC à l'évolution de la situation en NOUVELLE-CALEDONIE.

La politique du tandem CHIRAC-PONS vient de subir un échec cuisant dans l'ensemble des DOM et TOM. Contrairement à toutes les prévisions et malgré les formidables cadeaux électoraux distribués par les féodaux du R.P.R. dans les colonies, les candidats de Droite sont battus à plate couture par François MITTERAND. Ce résultat est la sanction populaire d'une politique néfaste qui a constitué à privilégier les intérêts des potentats locaux et à consolider les ressorts de l'Impérialisme français dans les colonies.

A la lumière des résultats électoraux dans l'ensemble des TOM et DOM, les 70 % récoltés par CHIRAC en KANAKY apparaissent comme une anomalie. Ce plébiscite colonial atteste des moyens mis en oeuvre par le Gouvernement de Droite depuis mars 86, pour se constituer une majorité artificielle, quitte à pousser à l'extrême les provocations contre le Peuple Kanak et à entraîner les différentes communautés dans une logique d'affrontements.

Si la situation en KANAKY se singularise dans le contexte d'une politique coloniale qui aboutit partout à l'échec, c'est parce que l'on bafoue et humilie le peuple Kanak comme nulle part ailleurs. Si en MARTINIQUE et en GUADELOUPE et à la REUNION, les populations opprimées ont exprimé leur ras le bol de CHIRAC et de PONS par le biais du suffrage universel, la situation de négation de ses droits historiques a conduit le Peuple Kanak à engager d'autres moyens pour se faire entendre.

Fait à Nouméa, le 26 avril 1988

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. dénonce la collusion qui se manifeste sur plusieurs points du Territoire entre les forces de l'ordre et les milices fascistes. Cet élément, ajouté à la mise en état d'alerte de l'Armée, constitue un nouveau palier dans la stratégie de tension que PONS et LAFLEUR ont engagée en KANAKY pour acculer le Peuple Kanak à des actes désespérés.

A SAINT-LOUIS, depuis 2 jours, les C.R.S. et les miliciens fascistes pactisent ouvertement : les barrages dressés par les loyalistes jouissent d'une tolérance to-

mission tire sa chemise et s'en serve comme drapeau blanc. Les tirs ont cessé mais les hommes qui ont voulu secourir Julie se sont vu tirer dessus. Il est à signaler que Félicien NONDO (RPCR notoire) était avec les mobiles et a même déclaré sur place que ce sont les indépendantistes qui ont tiré.

Sur la route de Nonhoué, réticence des jeunes mobiles à dégager de leurs mains les troncs. La peur s'installe.

Durant la journée, des tirs sont envoyés sur les barrages (Nonhoué, Ménénemé) afin de passer récupérer certaines personnes de la milice RPCR restées sur la rive gauche de la Négropo chez M. Danilo SEOSSE. Il faut noter également qu'une partie de cette même milice s'était réfugiée à la gendarmerie après que MORINI ait essuyé des coups de feu. Coups de feu toute la journée entre les indépendantistes et les forces de l'ordre. La maison de SEOSSE prend feu.

MARDI 26 AVRIL : Barrages et pression maintenus. Opération coup de poing à Mérénemé. 2 cases brûlées. Tout le stock de nourriture de la section de base est détruit (SADI, EPK brûlés). Fausse alerte à Gélima. Pétards éclatés entraînent des balayages à la mitrailleuse des collines de Kuinet par les gendarmes. Il est 18h, c'est le retour des forces de l'ordre sur la gendarmerie.

MERCREDI 27 AVRIL : Barrages et pression maintenus. 9h, opération sur Gélima. Saccage des maisons de 4 personnes dont 2 du LKS.

C'est à coup de grenades offensives et de balles explosives que les habitations ont été saccagées. Des drapeaux KANAKY ont été volés ou déchirés. Les biberlots, les casse-têtes, les coquillages ont été volés. Dès que les forces de l'or-

NOUVELLES DU FRONT

tale de la part des autorités policières, ils circulent armés et tirent en direction de la tribu de SAINT-LOUIS sans aucune entrave, les chefs de la milice et les responsables RPCR du MONT-DORE donnent directement des ordres aux C.R.S. et aux Gendarmes mobiles.

Dans plusieurs communes de l'Intérieur, notamment sur la Côte-Ouest, les colons et les milices du RPCR paradent sur la voie publique avec des armes et dressent des barrages sans que les forces de l'ordre n'interviennent ou ne s'interposent. Des scènes de fraternisation sont signalées en plusieurs endroits.

Ce laxisme organisé des forces de l'ordre dénote la volonté du Gouvernement CHIRAC-PONS d'appliquer la loi dans toute sa rigueur, mais dans une optique sélective, ne frappant que des Kanak et les militants F.L.N.-K.S. et épargnant scandaleusement les activités loyalistes. Ceux-ci peuvent donc commettre des actes de déstabilisation dans l'impunité la plus totale. Elle dénote enfin l'hypocrisie de l'Administration coloniale qui lance des appels au calme, rend publique une circulaire interdisant le port et la circulation des armes alors que, dans le même temps, les colons et les fascistes se répandent en provocations armées contre les Kanak sous le regard complice des forces de l'ordre.

Cette attitude disqualifie définitivement ce Gouvernement qui, loin de contribuer à la recherche d'une solution pacifique pour sortir de la crise actuelle, pousse au contraire les communautés dans une logique de guerre civile.

Fait à Nouméa, le 27 avril 1988.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S.

COMMUNIQUE DE PRESSE DU BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Au lendemain de la conférence faite par le ministre des DOM-TOM, au cours de laquelle il a fait part de son intention de proposer la dissolution du F.L.N.K.S., le Bureau Politique, en sa réunion régulière de ce jour vendredi 29 avril 1988, constate que la situation sur le terrain n'a guère évolué dans le sens de ce que veut M. PONS.

Sur OUVEA, c'est le statu-quo et comme l'a reconnu le ministre, aucune solution militaire ou armée n'est envisageable sans que cela ne mette en péril la vie des gens concernés, les détenus et nos militants.

Sur CANALA, les forces de répression ont bouclé et ratissé toutes les tribus du Centre à coups de rafales de mitraillettes, obligeant les enfants, les femmes, les vieux et les vieilles à se réfugier dans les brousses et la montagne.

Sur POUÉBO, les renforts acheminés massivement sur place laissent supposer l'utilisation des mêmes moyens dans la répression.

Sur MARE, la tension reste très forte, de même que sur LIFOU où le RPCR veut à tout prix mettre en place les conseillers des Régions élus à 17 %.

Sur HOUAILOU, la tension a monté d'un cran depuis 2 jours avec les provocations faites par les forces de répression.

Sur l'ensemble des Communes de l'Intérieur, les activités économiques et sociales sont très perturbées, voire inexistantes, et la gendarmerie persiste dans sa stratégie de provocation. Ainsi ce jour, un hélicoptère de la Gendarmerie a bombardé les maisons de 3 militants

qui se sont retirées, les barrages ont été remis et renforcés au lieu initial.

Mia à 10h, des opérations ont été également menées. Deux hélicos ont tourné au-dessus de la tribu, des tirs ont été échangés entre ciel et terre et 4 personnes se sont fait tirer dessus du ciel. L'hélico s'est posé à Néwé (ancienne maison Daniel FERRE) et les gendarmes ont brûlé la maison. Des rafales ont été tirées sur les collines. Puis l'hélico a fait un second voyage d'évacuation des réfugiés sur NOUMÉA. Toute la journée, le 2ème hélico a fait sa danse dans le ciel de Xürü caa jusqu'à 18h précises.

JEUDI 28 AVRIL : Tous les barrages sont encore en place. Les équipes de garde se remettent en place.

9h. nouvelle opération à Gélima où les barrages sont balayés à la grenade offensive et aux balles explosives.

9h10. C'est le saccage de chez les enfants JOREDIE. Des grenades sont lancées par les portes et les fenêtres. En tout, 5 maisons sont brûlées. Il n'en reste que des cendres. Le dock FASIA est sauvé. Les classes (niveau 5ème, 4ème et 3ème) ne sont pas touchées à l'EPK. Les voitures de 2 militants ont essuyé un essai d'incendie. Leurs portières sont saccagées. Une autre maison (Olivio JOREDIE, RPCR) est également brûlée. Second saccage chez un militant après que les mobiles soient passés chez lui le 27 avril 1988.

Une maison brûlée vaut mieux qu'un militant mort. Peut-être qu'aujourd'hui nous serons ramassés... (?) mais il faut qu'ils courrent après nous.

Le moral est bon...

Canala,
le 28 avril 1988.

À BONNEZ - VOUS

NOUVELLES DU FRONT

du F.L.N.K.S. à HOUAILOU et PONERIHOUEN où, s'étant trompés de cible, ils ont bombardé la demeure de M. FA-VIER, militant du RPCR de la tribu de MONEO qui a vite fait de faire flotter le drapeau tricolore.

Telle est la situation dans laquelle se trouve l'ensemble du Territoire et M. PONS continue à nier le soulèvement populaire du Peuple Kanak, organisé par les Comités de Lutte du F.L.N.K.S. ou Comités de Défense.

Dans ce contexte, comment caractériser les déclarations du ministre des DOM-TOM, trois jours après son arrivée sur le terrain?

Le Bureau Politique affirme que M. PONS n'a jamais été préoccupé par les intérêts des calédoniens comme il veut le faire croire. Seuls ont toujours primé pour lui, les intérêts politiques de l'Etat RPR et de l'Etat colonial.

N'étant plus à une contradiction près, PONS affirmait il y a 3 jours que ce n'est pas une décision juridique qui solutionnerait le problème et dit aujourd'hui le contraire en demandant la dissolution du F.L.N.K.S.

Préoccupé par les intérêts de l'Etat RPR, M. PONS l'est aussi de ses propres intérêts. Demander la dissolution du F.L.N.K.S., c'est la seule porte de sortie honorable pour ce ministre d'Etat dont le travail, à la tête des DOM-TOM, est marqué par l'ECHEC le plus cuisant. C'est également la seule solution pour raccrocher, coûte que coûte, les électeurs de LE PEN.

Face à ces stratagèmes, loin du PACIFIQUE SUD, le F.L.N.K.S. ne peut rester que SEREIN et DETERMINE, convaincu que le Peuple Kanak est plus que jamais debout et mobilisé pour que vive KANAKY.

Fait à Nouméa, le 29 avril 1988.

**Bureau Politique du
F.L.N.K.S.
aux
Autorités Coutumières de
WALLIS et FUTUNA.**

OBJET :

Mise en garde et appel aux communautés Wallisiennes et Futuniennes, face à l'évolution de la situation en NOUVELLE-CALEDONIE.

Messieurs,

Comme vous le savez, les choses évoluent très vite en NOUVELLE-CALEDONIE où notre Peuple vit une situation difficile face à la politique de recolonisation menée par M. PONS, ministre des DOM-TOM. Votre communauté vivant en NOUVELLE-CALEDONIE y est, directement ou indirectement, engagé, et à ce titre, nous voulons vous faire part de notre analyse et des risques que font peser sur nos relations futures, entre peuples océaniens, les menées de quelques extrémistes wallisiens

à travers les milices dites "wallisiennes".

En premier lieu, nous voulons réaffirmer que le Peuple Kanak, par sa revendication d'indépendance kanak et socialiste, aspire à vivre et à se sentir chez lui, comme les peuples vanuatais et samoans le sont au VANUATU et aux SAMOA, ou même les wallisiens et futuniens le sont chez eux.

Partant de ce principe, nous avons pris acte du fait historique engendré par la colonisation qui a consisté à faire venir en NOUVELLE-CALEDONIE une population de colons pour accrocher et enchaîner la CALEDONIE à la FRANCE et une population polynésienne (wallisiens et tahitiens) vanuataise, antillaise et vietnamienne pour servir de main-d'œuvre bon marché à la colonisation, face aux Kanak récalcitrants après la spoliation de leurs terres et les violences et humiliations subies.

Dans le contexte actuel et après une amorce faite en 1984, il apparaît clairement que M. LAFLEUR a décidé de mettre en avant la communauté wallisienne. En effet, les wallisiens sont plus que jamais exploités dans les entreprises de la Droite Locale. De même, sur 10 recrutements effectués dans le cadre du plan d'état (TUC), 7 sont réservés aux wallisiens que LAFLEUR utilise comme milice à un salaire de 30.000 à 40.000 francs par mois.

Ce sont aujourd'hui ces milices que les colons mettent en avant, à l'Intérieur, pour protéger leurs priviléges pour ce misérable salaire. Par ce biais, les colons utilisent comme toujours la vieille méthode de "diviser pour mieux régner" et "de faire s'affronter les gens de couleur entre eux" en l'occurrence ici, les Kanak contre les Wallisiens.

Vous admettrez, par conséquent, que le fossé, entre les deux communautés, s'approfondit de jour en jour. Et c'est pourquoi, nous nous permettons, aujourd'hui, d'interroger, solennellement et devant l'opinion des peuples polynésiens et mélanésiens du PACIFIQUE, vos royaumes sur cette grave situation.

Que désormais, la communauté wallisienne et futunienne ne prenne plus fait et cause pour les colonisateurs qui ne pensent qu'à sauvegarder leurs priviléges, et que la milice wallisienne soit condamnée, pour éviter d'envoyer nos deux communautés dans un conflit qui le leur profite pas.

Dans l'espérance que notre appel soit rapidement entendu, veuillez agréer, Chers Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

*Pour le Bureau Politique,
Le Président,
Edmond NEKIRIAI.*

COMMUNIQUE DE PRESSE DU
BUREAU POLITIQUE DU F.L.N.K.S.

Après 9 jours d'engagement actif du F.L.N.K.S. contre l'installation du statut-PONS, le Bureau Politique du F.L.N.K.S. constate que la situation a évolué en faveur du Peuple Kanak.

Le ministre PONS et le gouverneur de la colonie qualifiaient de terroristes nos militants actifs, nous récusions ce mot. Le Pouvoir utilise maintenant le mot rebelle que nous ne récusons pas. Le porte-parole du pouvoir colonial utilisait l'expression "opérations de police judiciaire" pour désigner les actions et exactions des forces armés dans les tribus, il reconnaît maintenant devant la presse internationale que l'action menée par le pouvoir "prend des allures de guerre". Notre Bureau Politique avait déjà dénoncé la guerre coloniale engagée contre le Peuple Kanak par le Gouvernement CHIRAC.

Chacun a pu constater que l'armée coloniale a pratiquement utilisé toutes les armes sauf nucléaires pour tenter de briser la résistance organisée du Peuple Kanak :

- armes terrestres y compris les blindés
- armes aériennes y compris les hélicoptères blindés PUMA pour le bombardement de populations civiles
- armes maritimes y compris des tirs en rafales de canons automatiques.

Nous ne pensons pas qu'à l'orée du XXI^e siècle la FRANCE, pays moderne de 55 millions d'habitants, s'honneure ou puisse s'enorgueillir d'une tentative d'écrasement par les armes d'un petit Peuple de 70 000 âmes pratiquement dépourvu d'armes.

Même si la FRANCE parvenait, ce que nous ne pensons pas, à réduire provisoirement par la force armée la résistance Kanak, il est déjà clair pour tous que la tentative d'installation du statut spoliateur PONS se solde par un échec.

Nous continuerons de récuser, tout comme l'appellation terroristes qui nous était donnée, le mot otages concernant les détenus d'OUVEA. La reconnaissance par la FRANCE du fait qu'elle mène une guerre coloniale en KANAKY nous permet enfin de déclarer que les détenus d'OUVEA sont des prisonniers de guerre, tout comme nos militants détenus au Camp-Est. Toutes les soi-disant "décisions de justice" concernant ces derniers sont donc nulles et non avenues et la libération devra être immédiate de tous nos combattants de la liberté dès l'issue de cette guerre.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. renouvelle sa demande de désignation d'un médiateur par le Président et le premier ministre car nous pensons que dans la situation actuelle, seule l'intervention d'un médiateur pourrait permettre, après des pourparlers préliminaires, l'étude des conditions et modalités d'un éventuel cessez-le-feu réciproque ainsi que de la libération où l'échange éventuels de prisonniers.

Considérant que par les propos du porte-parole du pouvoir la FRANCE reconnaît avoir engagé une guerre coloniale en KANAKY ;

considérant les actions de guerre notoirement menées contre le Peuple Kanak par l'armée française ;

Constatant que l'absence ou l'effacement du ministre PONS et du gouverneur BOUHIN remettent en fait tous les pouvoirs au général VIDAL, commandant supérieur des armés françaises dans le PACIFIQUE. Que cet octroi de pouvoirs spéciaux à l'armée a été fait en violation des lois républicaines françaises, sans décréter l'état d'urgence, sans avoir légiféré par le Parlement ou par ordonnance ;

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. décide de demander l'intervention de l'Organisation des Nations-Unies sous la forme suivante :

- d'une part que le Comité des 24 exige de la FRANCE la fourniture d'informations et d'explications au sujet de cette guerre qu'elle mène en KANAKY

- d'autre part, l'envoi en KANAKY d'une mission d'enquête afin que l'Organisation des Nations-Unies puisse, en connaissance de cause, prendre toutes les mesures nécessaires.

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S. déclare que la lutte continue, et, en hommage à Eloi MACHORO, affirme que "le combat ne doit pas cesser faute de leaders ou de combattants".

Fait à Nouméa, le 1er mai 1988

Le Bureau Politique du F.L.N.K.S.

BWENANDO le premier journal de KANAKY
BP. 1671 NOUMÉA - CCP 12355 M
Directrice de publication : Suzanne OUNEI
Directeur adjoint : Luc TUTUGORO
Composition, montage BWENANDO
Tirage à 5000 exemplaires
Imprimerie ICP.



Objets trouvés
à OUVEA.

**la Lutte
continue!**